



# AUX RESULTATS DES EVALUATIONS NATIONALES TU TE PLIERAS !

## DES ÉVALUATIONS NATIONALES AU PILOTAGE PÉDAGOGIQUE



Face aux résistances passées contre la mise en place des évaluations nationales, notre hiérarchie avait jusqu'à maintenant opté pour une stratégie implicite de conciliation : « faites-les passer et après on vous fiche la paix ». Maintenant que le passage des évaluations s'est banalisé et généralisé, une autre phase se met en place : **le contrôle de nos pratiques de classe**, nos projets d'école **en fonction des résultats des évaluations nationales**.

### ON EXAGÈRE ?

Voyez [cette vidéo](#) où l'inspectrice Générale Madame Abraham explique comment **les résultats des évaluations nationales doivent être le fil rouge du travail dans les écoles**. Lors de formations de directrices et directeurs, on leur demande de mener les réunions de conseil des maître·sses de façon à ce que le bien-fondé des exercices et des conditions de passation des évaluations ne soit pas questionné. Depuis quelque temps, **des équipes sont contraintes d'utiliser de façon uniforme et standardisée des séances de classe pour améliorer les résultats** d'items chutés. Des formatrices et formateurs académiques conseillent aux enseignant·e·s de maternelle de préparer les évaluations nationales de CP ! Et on pourrait multiplier les exemples.

### PAS SI GRAVE ?

Quid alors de notre technicité et inventivité pédagogiques si souvent nécessaires pour enrôler nos élèves et aider celles et ceux en difficulté ? Quid des apprentissages non mesurables : esprit critique, coopération, créativité, culture scientifique, littérature, etc. ? **Ce sont bien le cœur et le sens de notre métier qui sont attaqués**.

SUD Éducation 34 a imaginé un scénario qui anticipe les conséquences à court terme qu'aura ce contrôle de nos pratiques pédagogiques.



# L'ÉCOLE DES CHIFFRES — ANNÉE 2028

Depuis 2024, le ministère de l'Éducation nationale a renforcé le pilotage des établissements par les résultats aux évaluations nationales. Tous les niveaux du CP au CM2 sont soumis à deux batteries d'évaluations annuelles obligatoires, avec des résultats centralisés dans une base nationale. Chaque école reçoit un indice de performance scolaire mis à jour en temps réel et rendu public.

## ÉCOLE LOUISE-MICHEL

Septembre. L'année débute dans une atmosphère tendue. L'école a obtenu un score "très faible" aux dernières évaluations de CE1 et CM1. L'Inspection académique a classé l'école en **ZONE D'ALERTE PÉDAGOGIQUE**. Des visites régulières de conseiller-es pédagogiques sont imposées, avec contrôle des progressions et des pratiques.

## LES ENSEIGNANT-ES : ENTRE CONTRÔLE PÉDAGOGIQUE ET PERTE DE SENS

Chaque deuxième mardi du mois, une réunion pédagogique sur l'analyse des tableaux de chiffres a remplacé les échanges sur les difficultés et les besoins des élèves. Il faut faire les groupes de besoins ; **finie la construction de projets réfléchis et élaborés collectivement** ! Ni le conseil d'école, ni le conseil des maîtres, ni le conseil de cycle n'est consulté pour le projet pédagogique qui doit désormais intégrer obligatoirement un "plan de progression vers les objectifs nationaux".

**Sabine**, enseignante de CP passionnée de pédagogies actives, reçoit un rappel officiel : sa méthode de lecture "n'est pas alignée avec les attendus de l'évaluation de janvier". **Elle est contrainte de suivre une formation express sur la méthode syllabique imposée**. Elle songe à demander sa mutation.

**Leïla**, enseignante en CE1, commence l'année avec une réunion "stratégique" dirigée par le directeur : objectif affiché → atteindre un taux de réussite en lecture au-dessus de 90%. **Elle doit transmettre toutes ses préparations à l'avance pour validation par le cycle**. Elle renonce à différencier les activités et supprime ses ateliers d'expression orale : trop chronophages et non évalués.

**Luc**, enseignant en CE2, est convoqué après des résultats "trop hétérogènes" dans sa classe. **Il doit envoyer chaque semaine un tableau récapitulatif du "suivi individuel des compétences" pour chacun de ses 26 élèves**. Un algorithme génère automatiquement un plan de remédiation qu'il est tenu d'appliquer. On le menace de diminuer le montant de son ISAE si ses résultats ne s'améliorent pas.

**Rose** a une excellente relation avec ses élèves et continue de faire des projets interdisciplinaires. Elle est "gentiment recadrée" et signalée à l'IEN par la directrice de l'école. Cette dernière, quant à elle, est récompensée pour son pilotage pédagogique de l'école avec une prime.

## LES ÉLÈVES : STRESS, TRI ET STIGMATES PRÉCOCES

**Sami**, élève de CP allophone arrivé récemment, échoue à l'évaluation de début d'année. Il est immédiatement orienté vers un "groupe de remédiation" où il fait des exercices répétitifs sur tablette. **Il ne participe plus aux temps d'arts plastiques ni aux ateliers de langage, pourtant essentiels pour lui.**

**Fatou**, élève brillante, **fait des crises d'angoisse avant chaque "évaluation blanche"** organisée par sa maîtresse. Sa mère la fait suivre par une orthophoniste alors qu'elle n'a aucune difficulté réelle : "on ne veut pas qu'elle décroche du haut du tableau."

**Rémi**, élève en difficulté, est discrètement "dispensé" de certaines parties de l'évaluation afin de ne pas faire baisser la moyenne générale. **Il ne bénéficie plus de l'aide du RASED depuis que celui-ci a été remplacé par les "groupes de besoins".**

Les classes sont discrètement divisées en groupes de niveau, sans que cela soit officialisé. Les "bons" élèves sont encouragés à viser le collège général, les autres sont préparés pour des parcours d'orientation alternatifs dès le CM1.

## LES FAMILLES : DÉFIANCE ET FRACTURE SOCIALE

Les parents d'élèves reçoivent des "bilans personnalisés" qui comparent leur enfant à la moyenne nationale. Certain·es comprennent à peine les codes couleur et les pourcentages. **Iels se sentent jugé·es.**

**Des familles commencent à retirer leurs enfants pour les inscrire dans l'école privée** du village voisin, où "on prépare mieux aux évaluations".

Les parents échangent sur les réseaux sociaux les classements officieux des enseignant·es selon les résultats de leur classe aux évaluations nationales. Les demandes de changement de classe en cours d'année explosent : **"On préfère qu'il soit avec Mme G., elle fait réussir aux tests".**

## CONSÉQUENCE GLOBALE : UNE ÉCOLE DÉSHUMANISÉE

En un an, l'école Louise-Michel a vu disparaître :

- ses projets artistiques,
- ses sorties scolaires, jugées non-prioritaires,
- la coopération entre enseignant·es,
- la confiance des familles.

L'évaluation est devenue le centre de gravité de la vie scolaire, remplaçant la pédagogie, l'écoute et l'adaptation aux enfants. Les enseignant·es les plus engagé·es partent. Les élèves fragiles sont laissé·es de côté. Les familles se replient ou fuient. L'école, autrefois vivante malgré les difficultés, est devenue une machine à produire des scores, creusant les inégalités qu'elle devait combattre.



## FACE À CELA, QUE POUVONS-NOUS FAIRE ? SUD ÉDUCATION 34 APPELLE À :

- Continuer de questionner le sens de ces évaluations, leur condition de passation et la pertinence des exercices lors des réunions entre collègues ;
- Ne pas se laisser imposer des pratiques de classe et d'école basées sur les résultats des évaluations nationales ;
- Ne pas laisser les directrices et directeurs dans le rôle de « pilote » pédagogique des écoles comme le souhaite la hiérarchie ;
- Refuser l'uniformisation de nos pratiques imposée au nom d'une efficacité pédagogique plus que discutable ;
- Détourner les réunions obligatoires de restitution des résultats aux familles ;
- Informer le plus possible les parents des problèmes engendrés par ces évaluations.